

Synthèse du colloque « Protection sociale, gestion des risques, développement durable »

Éléments de synthèse et perspectives

09/11/2022

Vincent Geronimi, UMI SOURCE

Les deux journées de colloque ont été riches en analyses et débats, et ont été marquées par une forte diversité d'approches disciplinaires et méthodologiques (analyse de réseaux, approches qualitatives, et quantitatives), avec des travaux et résultats parfois encore en cours de finalisation.

Le programme PROTECT a réussi à regrouper les analyses sur le thème de la protection sociale autour de la notion de système local de protection sociale (Claire Gondard-Delcroix). La notion de système local de protection sociale a ainsi l'intérêt de permettre la prise en compte des différents contextes d'analyse (ce qui s'est retrouvé à travers les différentes présentations portant sur différents terrains, se focalisant parfois sur certains groupes sociaux par rapport à d'autres), les différentes approches disciplinaires qui ont été retenues (économie, sociologie, sciences politiques, géographie), et leurs différentes méthodologies.

Il me semble que les différentes présentations de ces deux journées illustrent l'importance des questions posées, l'intérêt d'une approche pluridisciplinaire, l'enjeu des données, et dessinent ainsi des perspectives de recherche et de formation sur lesquelles je conclurai cette synthèse.

L'importance des questions posées, se traduit par le fait qu'elles se situent souvent sur le front de la connaissance et de la recherche. Parmi ces questions, j'en retiendrais trois principales, qui ont traversé l'ensemble des présentations au long des deux journées du colloque.

Un premier ensemble de questions porte sur les effets de la protection sociale informelle qui peuvent jouer pour ou contre le développement. Cette question a été déclinée sous différentes formes (capital social contre le développement ? Formel vs informel ? Effet d'éviction ou complémentarité ? La solidarité informelle est-elle une forme de pression redistributive qui irait contre le développement ?) à travers différentes contributions (Léo Delpy et première présentation de Sysmipro et MapMe). Il n'y a pas consensus sur le rôle de la protection sociale informelle, ce qui appelle à poursuivre et approfondir les travaux déjà initiés.

Une deuxième question transversale est celle de la place de l'Etat vis-à-vis du marché, des communautés et des institutions dans le développement et le système de la protection sociale. Là encore, il y a une opposition entre une approche néo-libérale, centrée sur l'individu, et une approche contributive de la protection sociale, où les institutions, et notamment l'Etat, ont un rôle central à jouer. L'exemple du Sénégal, qui nous a été présenté par M. Diop, illustre, par exemple, l'intérêt de choisir un financement par le budget de l'Etat. Les deux coalitions

(ou cliques) identifiées dans la fabrique des politiques publiques (Jean-Philippe Berrou et ses co-auteurs) renvoient à cette opposition entre une vision « cash transfer » et une vision contributive de la PS, plus « traditionnelle ». Mais comment construire un Etat légitime et fonctionnel sans contributions ? Dans ce questionnement transversal sur la place de l'Etat et du marché on retombe bien évidemment sur les limites du marché pour l'assurance et le financement des ménages les plus pauvres, en situation d'incertitude (à ne pas confondre avec la notion de risque).

La troisième question transversale que je voulais relever dans cette synthèse est celle des chocs, des instabilités et de l'incertitude. La totalité des présentations discutées pendant le colloque ont relevé le fait que les chocs se succédaient selon un rythme élevé. De fait, la définition d'une situation « normale », en dehors de tout choc s'avère très difficile, et pas forcément pertinente. En situation d'incertitude « radicale », les institutions prennent le pas sur le marché. Pensez au rôle des gourous sur les marchés financiers les plus volatiles...

Il ressort ainsi des présentations qui se sont déroulées au long des deux dernières journées que la protection sociale est un vrai objet d'études pluridisciplinaires. Mais une telle approche comporte de multiples défis.

Ainsi, les données prises en considération peuvent porter sur des représentations ou/et sur des comportements. Elles ont porté parfois sur des flux (consommation, revenus, investissements, transferts) et des stocks (richesse, capital économique, capital humain). Parfois sur des horizons de court terme (l'urgence et la survie), parfois sur des horizons de plus long terme (celui de la soutenabilité, de la transmission d'une richesse aux générations futures). Il m'a semblé que parfois, les données présentées dans certaines contributions des deux dernières journées ont laissé une certaine ambiguïté dans le type de données collectées. Le recours à des enquêtes pour produire des données originales, constitue pourtant un point fort des travaux présentés. La production de données primaires s'avère d'autant plus nécessaire que certaines dimensions socio-économiques ne sont pas renseignées.

A cet égard la référence aux données ouvertes (dataSud) dans la présentation du projet Protect (Claire Gondard-Delcroix) est évidemment essentielle. La production de données originales suppose une rigueur particulière. Le fait d'ouvrir les données collectées aux autres chercheurs, de leur donner un format standardisé, et éventuellement de produire un *data paper*, est une façon intéressante d'atteindre ce niveau de rigueur.

Les perspectives de recherche ouvertes par le travail réalisé dans le cadre du projet Protect sont ainsi prometteuses.

Les deux journées ont aussi illustré l'intérêt d'une « façon de faire » de la recherche, en partenariat Nord-Sud, en participant à la formation des jeunes chercheurs, en étant aussi sur le terrain, avec les acteurs. Cela fait partie des approches que nous adoptons dans notre UMI SOURCE.

Pour conclure ces quelques éléments de synthèse que je souhaitais partager avec vous, je tiens à remercier et féliciter encore une fois l'ensemble des participants, et plus particulièrement les organisateurs, de l'UMI SOURCE et du CERED, pour la qualité et l'intérêt des débats qui se sont déroulés au long des deux journées.